

Covid-19 (France) - Campagne vaccinale : oui ! Pass sanitaire et sanctions : non !

lundi 26 juillet 2021, par [L'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 21 juillet 2021).

En pur manager libéral et autoritaire de la « start-up nation », Macron a refusé toute politique sanitaire démocratique, pédagogique, transparente et égalitaire. Au contraire, il a opté pour une politique répressive, opaque, inconstante, brutale, culpabilisante et discriminante, au service de la production capitaliste.

Sommaire

- [Toute-puissance et incompétence](#)
- [Atteintes majeures aux libertés](#)
- [Revendications démocratiques](#)

La population est de la piétaille, tour à tour encasernée ou envoyée au casse-pipe. Elle n'a jamais été bien soignée, vaccinée, épaulée, considérée et, ultime danger, associée aux décisions et incluse dans leur mise en œuvre pour son propre bien. Les masses doivent rester passives, peu importe le coup humain ou politique. Pour le pouvoir, les questions sanitaires ne méritent pas d'être traitées comme un objectif en soi, mais seulement comme un moyen pour maintenir l'usine France en marche. Et pour cela, il faut cogner.

Toute-puissance et incompétence

Si Macron a failli à toutes les étapes de la gestion de la pandémie, c'est aussi parce que quatre décennies de néolibéralisme, dont il est à ce stade le couronnement, ont privé la puissance publique d'une partie significative de ses capacités d'agir. À l'exception révélatrice de ses corps répressifs, l'ensemble de l'État est désarmé par manque de moyens financiers, humains, techniques, intellectuels, mais aussi, tout simplement, d'une culture du service public, négligé car jugé « non rentable ». La plupart des fonctionnaires en payent le prix au quotidien en même temps que les usagerEs, enseignantEs et soignantEs en première ligne. Ce même processus a vidé les institutions de la 5^e République du peu de démocratie qu'elles recélaient encore. Entouré de quelques conseillers dans son palais pour décider, puis de tous ses flics pour appliquer, Macron est ainsi à la fois tout puissant... et incompétent.

D'abord incapable de bien dépister, tracer, soigner et limiter la diffusion du virus, puis incapable de vacciner rapidement et massivement, Macron et son gouvernement peuvent être tenus un peu plus responsables de chaque nouvelle vague, jusqu'à la quatrième en pleine expansion. Aux différentes étapes du développement de la pandémie, à défaut d'une véritable politique sanitaire avec les moyens matériels et humains nécessaires, c'est à une fuite en avant que nous avons assisté : confinement, couvre-feu, fermetures en tous genres... et enfin le pass sanitaire.

Atteintes majeures aux libertés publiques

Disons-le sans détour : la vaccination générale à l'échelle mondiale est le meilleur moyen de stopper la pandémie et les obligations vaccinales, qui existent pour d'autres maladies et virus, ne sont pas scandaleuses en soi. Mais disons-le aussi avec la même vigueur : c'est par la levée des brevets et par des politiques sanitaires ambitieuses et associant la population que cette pandémie sera vaincue, pas avec un outil qui nous fait rentrer dans une nouvelle étape de la société de surveillance. Car soyons sûr que si les contrôles ne seront peut-être pas aussi intenses partout et pourraient s'estomper avec le temps, le pass sanitaire ne disparaîtra jamais et pourrait finir dans une carte d'identité biométrique et biomédicale. De lois en renouvellement de l'état d'urgence, les prétendues mesures antiterroristes nous ont enseigné que leur détournement et l'effet de cliquet étaient systématiques.

Se mobiliser contre le pass sanitaire est nécessaire et urgent. Il porte atteinte aux libertés de déplacement et d'accès à certains services et activités, il met en jeu l'emploi des non-vaccinés et apparaît donc comme un nouvel outil de recul social, il crée un outil et un climat de surveillance générale, etc. Il est un concentré qui dépasse même le cadre sanitaire. C'est un projet de société. Mais une telle mobilisation ne peut pas se faire à tout prix, y compris celui d'accepter d'être associé à l'extrême droite la plus rance et à des mots d'ordre confusionnistes, conspirationnistes, voire pire.

Revendications démocratiques, sanitaires et sociales

Nous ne sommes évidemment pas de ceux qui veulent réduire, pour mieux les délégitimer, les mobilisations qui ont eu lieu depuis les dernières annonces de Macron aux mots d'ordre les plus confus, complotistes, voire antisémites, qui s'y sont exprimés. Mais cela va mieux en le disant : non, le vaccin n'est pas un poison que l'industrie pharmaceutique voudrait nous inoculer ; non, le pass sanitaire n'est pas l'équivalent moderne de l'étoile jaune que portaient les juifs avant d'être déportés et exterminés par millions dans les camps de la mort ; non, Florian Philippot, Nicolas Dupont-Aignan et consorts ne sont pas nos alliés mais des opportunistes, et surtout des ennemis de la démocratie, des travailleurEs et de toutes les populations victimes d'oppressions et de discriminations.

La lutte légitime contre le pass sanitaire et contre les mesures autoritaires imposées par les mêmes qui ont menti, raconté tout et son contraire et cherchent à culpabiliser la population pour se défaire de leurs responsabilités, ne peut se mener au nom d'un individualisme, voire d'un libéralisme plus ou moins confus quand il n'est pas franchement conspirationniste. Elle doit se faire à la fois au nom de la défense des libertés publiques et au nom d'une politique sanitaire et sociale ambitieuse, égalitaire et démocratique. C'est ce que le NPA a défendu depuis 18 mois, et qu'il continuera de défendre dans les jours et les semaines qui viennent, y compris en se joignant, partout où il est possible de porter une telle politique, aux initiatives de mobilisation, et en invitant les organisations du mouvement social et du mouvement ouvrier à faire de même.

Rédaction l'Anticapitaliste hebdo

P.-S.

• Hebdo L'Anticapitaliste - 578 (22/07/2021). Publié le Vendredi 21 juillet 2021 à 07h50 :

<https://lanticapitaliste.org/actualite/societe/campagne-vaccinale-oui-pass-sanitaire-et-sanctions-non>